

Année 1927

N° 46

❖

THÈSE

POUR LE

Doctorat Vétérinaire (Diplôme d'État)

Soutenue devant la Faculté de Médecine de Paris en 1927

PAR

NORMAND Fernand-Léonce-Alfred

Né à Offekerque (Pas-de-Calais), le 12 Octobre 1886.

LE RÔLE

DU

Vétérinaire Inspecteur des Abattoirs

JURY

Président : M. BALTHAZARD, Pr à la Faculté de Médecine de Paris.

Assesseurs { M. PETIT { professeurs à l'École Nationale
 { M. PANISSET { vétérinaire d'Alfort.

PARIS

Éditions de la Revue " NOS ANIMAUX "

8, Rue des Saints-Pères, 8

—
1927

THÈSE
POUR LE
DOCTORAT VÉTÉRINAIRE

ECOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

Année 1927

N° 46

✱

THÈSE

POUR LE

Doctorat Vétérinaire

(Diplôme d'État)

Soutenue devant la Faculté de Médecine de Paris en 1927

PAR

NORMAND Fernand-Léonce-Alfred

Né à Offekerque, Pas-de-Calais le 12 Octobre 1886.

LE RÔLE

DU

Vétérinaire Inspecteur des Abattoirs

JURY

Président : M. BALTHAZARD, Pr à la Faculté de Médecine de Paris.

Assesseurs : { M. PETIT } professeurs à l'École Nationale
 { M. PANISSET } vétérinaire d'Alfort.

PARIS

Éditions de la Revue " NOS ANIMAUX "

8, Rue des Saints-Pères, 8

1927

Personnel enseignant de l'Ecole Vétérinaire d'Alfort

Directeurs honoraires : MM. P.-J. CADIOT et H. VALLÉE.

Directeur : M. E. NICOLAS.

Professeurs honoraires : MM. G. BARRIER, Inspecteur général honoraire des Ecoles Vétérinaires, P.-J. CADIOT, R. RAILLIET, H. VALLÉE.

PROFESSEURS



Anatomie descriptive des mammifères domes-	MM
tiques	BRESSOU.
Physiologie, thérapeutique générale, matière	
médicale	MAIGNON.
Physique et chimie médicales, toxicologie, phar-	
macie	NICOLAS.
Parasitologie et maladies parasitaires, clinique;	
histoire naturelle médicale	HENRY
Pathologie médicale des équidés et des carnassiers	
clinique; séméiologie et propédeutique, ju-	
risprudence	ROBIN.
Pathologie chirurgicale des équidés et des car-	
nassiers, clinique; anatomie chirurgicale, mé-	
decine opératoire et ferrure	COQUOT
Pathologie bovine, ovine, caprine, porcine et	
aviaire, clinique; médecine opératoire, obs-	
tétrique	MOUSSU.
Pathologie générale et microbiologie, maladies	
microbiennes et police sanitaire, clinique ..	PANISSET.
Histologie et embryologie, anatomie pathologique,	
inspection des denrées alimentaires; autopsies	PETIT.
Zootecnie et économie rurale	DECHAMBRE
Agronomie, botanique et hygiène; matière médicale	(DECHAMBRE
Industrie et contrôle des produits d'origine animale	(ET HENRY.
	VERGE.

AGRÉGÉS

MM. LESBOUYRIES - VERGE

CHEFS DE TRAVAUX

MM. DELMER.

MM. MONVOISIN.

LESBOUYRIES.

MOUSSU (R.)

M. VERGE.

La Faculté de Médecine et l'Ecole Vétérinaire déclarent que les opinions émises dans les dissertations qui leur sont présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent leur donner ni approbation, ni improbation.

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

A MA FEMME

A MES FRÈRES ET SŒURS

A MADAME DECROIX

Hommage de profonde affection.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR LECLAINCHE
DIRECTEUR DES SERVICES SANITAIRES
AU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.
MEMBRE DE L'INSTITUT

A MONSIEUR LE PROFESSEUR BOURDELLE
DU MUSÉUM

A MONSIEUR LE DOCTEUR MARTEL
CHEF DU SERVICE SANITAIRE AU DÉPARTEMENT DE LA SEINE
MEMBRE DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE

A MONSIEUR LE DOCTEUR VÉTÉRINAIRE PIETTRE
CHEF DE LABORATOIRE AUX HALLES CENTRALES DE PARIS

A MONSIEUR LE DOCTEUR-VÉTÉRINAIRE ROUSSEAU
PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES INSPECTEURS DE VIANDES

A MONSIEUR LE DOCTEUR-VÉTÉRINAIRE CARREAU
PRÉSIDENT HONORAIRE
DE L'ASSOCIATION DES INSPECTEURS DE VIANDE

A MONSIEUR PECARD
DIRECTEUR DES SERVICES SANITAIRES D'INDRE-ET-LOIRE

A MES PROFESSEURS

Hommage de profonde gratitude

A MONSIEUR LE MAIRE DE TOURS

A MESSIEURS LES ADJOINTS

A MESSIEURS LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL

Hommage de respect et de reconnaissance.

A MES CONFRÈRES ET AMIS

A MES COLLÈGUES
(CHEFS DE SERVICE DE LA VILLE)

Hommage affectueux.

AVANT-PROPOS

Quand, à la veille d'ouvrir l'Ecole Vétérinaire de Lyon, Bourgelat développait son programme, il entendait former avant tout des médecins pour les animaux. Ce but est resté, logiquement, celui de nos Ecoles modernes, mais pourtant leur « programme » s'est développé au fur et à mesure des acquisitions scientifiques et professionnelles.

Une des plus utiles et aussi des plus intéressantes parmi les nouvelles fonctions qui, de ce fait, nous sont échues, est certainement l'inspection des viandes. Elle a une base éminemment scientifique et nécessite des connaissances d'anatomie normale ou pathologique qui n'appartiennent qu'au vétérinaire.

L'utilité d'une telle inspection n'a jamais été contestée sérieusement, même au temps des discussions suscitées par Decroix à la Société centrale de Médecine Vétérinaire. De tous temps, les exploits des « charognards » et les accidents occasionnés par les viandes malsaines ont montré combien indispensable est le contrôle des denrées alimentaires.

Aujourd'hui, sa technique, sans être parfaite, atteint un grand degré de perfection. Elle a été exposée par divers

auteurs dans des ouvrages maintenant classiques, et nous n'essaierons pas d'apporter une contribution quelconque à ces études remarquables.

Notre but est tout différent, plus modeste également.

Le Vétérinaire inspecteur a un rôle social des plus précis, mais au point de vue administratif il doit obéir à des règlements variés. Aussi, nous nous proposons d'étudier les bases légales de sa fonction et d'exposer quelles difficultés il peut rencontrer dans l'accomplissement de sa tâche.

Cette question n'a pas encore été traitée dans son ensemble, tout au moins à notre connaissance. Des ouvrages comme ceux du Dr Moreau et de Martel exposent parfaitement les règlements administratifs qui intervenaient à leur époque, mais, volontairement ou non, ils laissent de côté tout ce que leur application peut avoir d'imprévu ou de difficile.

Dans notre pratique déjà longue, nous avons pu voir toute l'utilité d'une telle étude, et c'est pourquoi nous l'avons choisie comme sujet de thèse.

D'autre part, nous sommes à la veille — je l'espère tout au moins — de voir l'inspection des viandes se généraliser. C'est dire que nombre de praticiens vont se trouver appelés à participer de façon effective à ce service. Tous pourront le faire avec compétence, au point de vue technique. Par contre, la plupart ne seront guère entraînés à régler, d'accord avec les textes ou la coutume, la série de petits conflits qui naissent fatalement dans un tel emploi. A l'égard

de l'autorité municipale et des bouchers, ils seront dans la même situation que le jeune diplômé dans ses rapports avec la clientèle : ils manqueront de savoir-faire.

Aussi j'espère que ces quelques notes pourront leur servir de vade-mecum dans l'exercice de leur nouvelle fonction.

I. — HISTORIQUE

L'inspection des viandes, sous une forme ou sous une autre, a existé chez les peuples civilisés, dans les temps les plus reculés.

A l'origine, elle se résumait dans un certain nombre de préceptes religieux. C'est ainsi que les Egyptiens et les Phéniciens ne devaient pas faire usage des viandes de porc et de vache, que la loi de Moïse interdisait la consommation de la graisse, du sang, de la viande de porc, des viandes putréfiées, que les adeptes du Coran devaient délaissier le sang, la viande de porc, les viandes d'animaux morts, etc...

Au Moyen-âge¹, les chartes des communes, les ordonnances et les statuts de la boucherie renfermaient maintes prescriptions sanitaires. Ces mesures, souvent draconiennes ou peu justifiées, comme aussi les privilèges des officiers de police (visiteurs, esgards, esgardeurs, jurés) furent cause que le service d'inspection disparut lors de la Révolution.

Les lois de cette époque interdisaient seulement la vente des comestibles gâtés, corrompus ou nuisibles. Les instruc-

1. Voir Moulé, *Histoire de la médecine vétérinaire*.

tions et arrêtés qui suivirent n'apportèrent guère de complément sérieux à ces textes trop vagues.

On en peut dire autant de la loi du 27 mars 1851, qui précisait bien plus les pénalités encourues, que les délits eux-mêmes.

D'autres règlements, il est vrai, intervenaient de façon indirecte dans le commerce des viandes, à la faveur de prescriptions sur la police sanitaire des animaux.

Les premiers documents ne remontent guère qu'à deux cents ans et visent la peste bovine (1714), la morve (1763), la clavelée (1778), puis le charbon, la rage, le farcin, la gale (1784). Ils interdisent la vente et le débit de la viande des animaux atteints.

Diverses réglementations ultérieures ne font que reproduire, adapter ou compléter les anciens textes (arrêt du Directoire, an V; ordonnance royale janvier 1815; loi du 30 juin 1866; décret du 30 septembre 1871).

« Il faut arriver à la loi du 31 juillet 1881 pour voir apparaître un nouveau statut sanitaire légal, mieux en harmonie avec l'époque, grâce aux travaux préparatoires de H. Bouley et du Comité consultatif des épizooties constitué en 1876.

« Cette loi de 1881 et son règlement exécutoire de 1882 renferment, en plus des dispositions essentielles propres à prévenir la propagation des maladies contagieuses d'animal

à animal, certaines mesures visant l'usage de la chair des animaux morts de maladies contagieuses ou abattus comme atteints de celles de ces maladies qui se signalent par leur gravité ou par leur transmissibilité à l'homme.

« Le caractère de la mesure reste encore ici, pour une grande part, une défense anti-épizootique; mais, pour la première fois, on voit franchement prendre place, dans un texte de police sanitaire vétérinaire, un élément touchant l'hygiène prophylactique humaine »¹.

La loi du 21 juin 1898 sur le Code rural reproduit en grande partie les dispositions de la loi de 1881. Elle a été modifiée successivement par les lois du 30 mai 1899, du 30 décembre 1903, du 14 janvier 1905, du 12 janvier 1909, et cet ensemble constitue actuellement le fond de notre législation sanitaire.

Par ailleurs, l'inspection de salubrité des viandes a vu son développement favorisé par la loi du 5 avril 1884.

Enfin, la loi sur la répression des fraudes (1^{er} août 1905) s'applique aux cas de détention ou de mise en vente de viandes ou produits carnés altérés.

Ce simple exposé montre déjà le manque d'unité de notre législation en ce qui concerne la surveillance des denrées alimentaires d'origine animale.

Cet état de chose n'a pas échappé aux législateurs eux-mêmes (Vaillant, A. Rendu, Bellamy, etc...) et nombreux

1. Dr Moreau, *Bulletin de la Société Vétérinaire pratique*, 1923, p. 177.

sont les projets de loi cherchant à organiser méthodiquement ce service, comme cela existe dans bien des pays étrangers.

De son côté la profession vétérinaire s'est toujours intéressée à cette question. Dans nos Sociétés ou Congrès, des projets, des textes ont été étudiés par d'éminents spécialistes (Moreau, Bouchet, Rossignol, Mallet, Rennes, etc...). Comme le dit Ballon « il ne s'agit pas là d'une quelconque revendication professionnelle, mais bien d'engager une lutte indispensable contre les dangers qui menacent la santé publique dont les vétérinaires sont les agents les plus immédiats et les plus qualifiés¹ ».

1. Ballon, *Bulletin de la Société vétérinaire pratique*, 1924, p. 125.

II. — RÈGLEMENTS ACTUELLEMENT EN VIGUEUR.

(Lois et décrets)

Par la diversité d'origine et de but des règlements signalés ci-dessus deux sortes d'interventions sont imposées au personnel chargé de la surveillance de l'abattoir.

1° faire les constatations prévues par la loi sur la police sanitaire;

2° inspecter les viandes destinées à la consommation.

Nous croyons indispensable de reproduire les textes qui doivent guider le vétérinaire inspecteur.

1° Surveillance sanitaire

a) *Loi sur le Code rural*

Art. 63. — Les communes dans lesquelles il existe des foires et marchés aux chevaux et bestiaux, des abattoirs ou des clos d'équarrissage, seront tenues de préposer, à leurs frais, et sauf à se rembourser par l'établissement d'une taxe sur les animaux amenés, un ou plusieurs vétérinaires pour l'inspection sanitaire des animaux qui y sont conduits.

b) *Décret du 6 octobre 1904.*

Art. 99. — Les abattoirs publics et les tueries particulières doivent être installés selon les règles de l'hygiène et maintenus en bon état d'entretien.

Art. 101. — Lorsqu'une maladie contagieuse est constatée dans un abattoir public, une tuerie particulière... soit sur l'animal vivant, soit après l'abatage, le maire de la commune d'où provient cet animal en est immédiatement informé par l'envoi d'un double du rapport rédigé par le vétérinaire préposé à la surveillance de l'établissement.

2° **Inspection des viandes.**

a) *Loi du 5 avril 1884.*

Art. 91. — Le maire est chargé, sous la surveillance de l'administration supérieure, de la police municipale, de la police rurale et de l'exécution des actes de l'autorité supérieure qui y sont relatifs.

Art. 97. — La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté et la salubrité publique.

Elle comprend :

5° L'inspection sur la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids ou à la mesure, et sur la salubrité des comestibles exposés en vente.

Art. 99. — Les pouvoirs qui appartiennent au maire, en vertu de l'article 91, ne font pas obstacle au droit du préfet de prendre pour toutes les communes du département ou

plusieurs d'entre elles, et dans tous les cas où il n'y aurait pas été pourvu par les autorités municipales, toutes mesures relatives au maintien de la salubrité, de la sûreté... publiques. Ce droit ne pourra être exercé par le préfet à l'égard d'une seule commune qu'après une mise en demeure au maire restée sans résultat.

b) *Loi du 8 janvier 1905.*

Article premier. — Les communes possédant un abattoir public auront le droit de taxer au maximum à deux centimes par kilogramme de viande nette, les viandes de toute nature abattues dans l'établissement.

Il pourra être perçu par ces communes une taxe d'un centime au maximum par kilogramme de viande nette sur les viandes dites à la main ou foraines pour frais de visite ou de poinçonnage; mais en aucun cas cette taxe ne pourra dépasser celle résultant de l'application du paragraphe précédent.

Art. 5. — Dans les communes dépourvues d'un abattoir communal ou intercommunal et dans les fractions de communes situées en dehors du périmètre fixé d'après l'article 2, une taxe d'un centime au plus par kilogramme de viande nette qui y sera abattue pourra être établie pour droit de visite et de poinçonnage. La même taxe pourra être établie pour les viandes importées du dehors ou abattues hors de la commune.

Art. 8. — Les communes qui conformément à l'article 6

du décret du 1^{er} août 1864 ont été régulièrement autorisées à percevoir un droit d'abattage supérieur à 2 centimes, pourront continuer à percevoir ce droit dans les termes des décrets d'autorisation¹.

c) *Loi du 8 janvier 1921.*

Article premier. — Le maximum prévu par l'article premier de la loi du 8 janvier 1905... est porté de 3 centimes à 5 centimes par kilogramme de viande nette.

Toutefois, ce maximum pourra, après approbation par le ministre de l'Intérieur, être temporairement porté à 10 centimes dans les villes dont la valeur du centime communal ne dépasse pas 2.000 francs, lorsque ce relèvement de taxe sera destiné à permettre la construction et la réédification d'abattoirs communaux.

Le maximum prévu par le même article pour frais de visite ou de poinçonnage des viandes dites à la main ou foraines, est porté de 1 centime à 3 centimes par kilogramme de viande nette.

Art. 2. — La taxe prévue par l'article 5 de la loi du 8 janvier 1905, pour droit de visite..., est portée de 1 centime à 3 centimes par kilogramme de viande nette.

d) *Loi du 1^{er} août 1905.*

Art. 3. — Seront punis des peines portées par l'article pre-

1. Voir Leclerc, *Revue générale*, 1904, t. I, p. 23 et *Revue générale*, 1905 t. I, p. 465.

mier de la présente loi : ceux qui falsifieront des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux.. ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux... qu'ils sauront être falsifiés ou corrompus ou toxiques... Si la substance falsifiée ou corrompue est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, ou si elle est toxique..., l'emprisonnement devra être appliqué. Il sera de 3 mois à 2 ans et l'amende de 500 francs à 10.000 francs.

Art. 4. — Seront punis d'une amende de 50 francs à 3.000 francs, et d'un emprisonnement de 6 jours au moins et 3 mois au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement : ceux qui, sans motifs légitimes, seront trouvés détenteurs dans leurs magasins, boutiques, ateliers, maisons ou voitures servant à leur commerce, ainsi que dans leurs entrepôts, abattoirs et leurs dépendances... des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux... qu'ils savaient être falsifiés, corrompus ou toxiques.

III. — LA JURISPRUDENCE

DANS L'INSPECTION DES ABATTOIRS

Les devoirs et les droits du vétérinaire-inspecteur.

En présence des textes qui réglementent l'inspection des viandes et des abattoirs en France, on reste confondu de leur imprécision et de leur manque d'unité — surtout quand on les compare à ce qui a été fait à l'étranger¹.

Avec des données aussi vagues, la pratique du service ne peut que différer, non seulement entre deux régions, mais encore entre deux communes voisines.

Suivant les dispositions de la municipalité suivant les influences qu'elle subit, l'organisation peut être très bien comprise ou au contraire presque inexistante.

Cette défaillance a été prévue par la loi qui autorise le Préfet à imposer d'office l'obligation que le maire a éludée. Mais cette obligation d'office est toute théorique; en pratique, les Préfets, prenant en considération les charges vraiment excessives des maires, et peut-être obéissant à des

1: Panisset, Rapport sur la généralisation de l'inspection des viandes, *Revue générale*, 1906, p. 40.

fins politiques, tiennent à ménager ces fonctionnaires bénévoles et n'usent généralement pas de leurs prérogatives.

Malgré tout, à la suite de jugements rendus, de décisions du Conseil d'Etat, d'arrêtés préfectoraux, etc., une jurisprudence s'est établie peu à peu, concernant les différentes questions qui se posent à tout moment.

Il en résulte une situation de fait, dont nous allons exposer les grandes lignes au point de vue qui nous intéresse.

1° A qui s'applique la législation actuelle.

Pendant longtemps s'est posée la question de savoir si l'expression « abattoirs » qui figure dans le Code rural, s'applique aux abattoirs privés ou aux tueries particulières. La jurisprudence, à ce point de vue est, à l'heure actuelle, parfaitement établie, à la suite de l'arrêt de la Cour de cassation du 7 décembre 1904. Les tueries particulières doivent être assimilées aux abattoirs publics et être placées sous la surveillance permanente d'un vétérinaire sanitaire.

Cette prescription s'applique à la surveillance de police sanitaire mais nullement à celle des viandes destinées à l'alimentation publique. En pratique, comme nous le verrons, la surveillance sanitaire des abattoirs publics et privés a pour inévitable corollaire l'organisation de l'inspection des

1. Bouchet, Rapport sur l'organisation de l'inspection des viandes, *Bulletin de la Société vétérinaire pratique*, 1924, p. 38.
Làquernière, *Bulletin de la Société Vétérinaire pratique*, 1912, p. 238.

viandes¹. Ces deux services se confondent, et tout ce que nous dirons par la suite s'applique aussi bien aux tueries particulières² qu'aux abattoirs publics.

2° Règlement de l'abattoir.

Cet important document doit régler tout ce qui concerne le service d'inspection des viandes dans la commune. Pris sous forme d'arrêté municipal³, il doit non seulement assurer la bonne marche de l'abattoir, mais encore remédier à la carence des textes législatifs. C'est dire que son établissement dépasse nettement la compétence de la plupart des maires.

Le cadre de cette étude ne nous permet pas de développer en détail tout ce qui peut et doit être fait à ce propos. Malgré cela, nous devons indiquer brièvement les principales dispositions à prendre.

Tout en cherchant à gêner le moins possible les bouchers, il faut réglementer les heures d'ouverture de l'abattoir et d'abatage des animaux.

Pour la mise à mort de ceux-ci, elle doit être pratiquée par des spécialistes et de façon à éviter des souffrances inutiles. Dans le même esprit, des dispositions seront prises pour la conduite des animaux jusqu'à l'abattoir, leur entrée et leur séjour dans les écuries, étables ou porcheries.

1. Conte, *Revue générale*, 1907, t. I, p. 226-288.

2. Rennes, *Revue générale*, 1910, t. I, p. 253 et t. II, p. 209.

3. Modèle d'arrêté, *Recueil d'Alfort*, 1908, p. 591.

La propreté étant la condition première d'une bonne préparation des viandes, l'arrêté précisera les mesures à prendre pour l'enlèvement des détritux, le nettoyage des locaux et le transport des viandes.

Des prescriptions seront nécessaires pour la police de l'établissement et l'entrée des personnes admises dans les abattoirs.

La taxe dont les bouchers sont redevables sera fixée de façon à éviter tout conflit. La taxe à la tête d'animal », admise aujourd'hui par la loi est, sinon plus juste, mais peut-être plus commode que la taxe au poids net², tout au moins pour les petits abattoirs.

Il sera précisé que toutes les bêtes destinées à l'abatage devront à cet effet être conduites à l'abattoir. Des tueries particulières ne pourront exister dans un périmètre déterminé.

Le personnel de l'établissement sera fixé et les attributions de chaque employé bien définies.

Il y aura lieu de prévoir des dispositions relatives à la technique de l'inspection, les motifs de saisie, les contre-expertises et, d'une façon générale, tout ce qui concerne les droits des propriétaires d'animaux.

Enfin, il faudra fixer le statut des viandes foraines³ dans la commune.

1. Rennes, *Revue générale*, 1913, t. I, p. 286.

2. Il ne faut d'ailleurs pas la confondre avec la taxe payée par les bouchers en remplacement de l'impôt sur le chiffre d'affaires.

3. Martel, *Revue générale*, 1905, t. I, p. 65-125.

Lhoste, *Revue générale*, 1914, t. I, p. 586.

3° A qui doit être confiée l'inspection ?

Les communes sont dans l'obligation d'organiser l'inspection sanitaire de l'abattoir ou des tueries, et de confier ce service à un vétérinaire. Dans le choix de celui-ci, le maire possède tout pouvoir et peut nommer toute personne diplômée par une école vétérinaire française, sans se préoccuper de savoir si elle est investie d'une fonction sanitaire dans le service départemental des épizooties¹. Mais certaines dispositions de la loi du 21 juin 1898 (articles 31, 32, 43, 69, 70) font de cette dernière condition une obligation de fait².

Mais il n'est question que de l'inspection sanitaire.

Si la loi du 5 avril 1884 spécifie que le maire est chargé de la police municipale et que celle-ci comprend « l'inspection sur la salubrité des comestibles exposés en vente », aucun texte ne l'y oblige et, en somme, il reste libre d'organiser ou non ce service.

Et cette inspection décidée le Maire peut la confier à n'importe quel individu, vétérinaire ou non.

Telle est tout au moins la théorie. Dans la pratique, le Maire sera généralement disposé à se décharger sur un tiers d'une responsabilité ennuyeuse, et à faire le nécessaire pour éviter des réclamations de la part de ses administrés, ses électeurs.

1. Conte, *Revue générale*, 1908, t. I, p. 297.

2. Rennes, *Revue générale*, 1914, t. I, p. 393.

L'inspection des viandes se trouve donc acceptée, sinon organisée par la plupart des maires.

Quant à la nomination du fonctionnaire chargé de se service, quelques directives extra-légales interviennent. Obligatoirement, la commune devra payer un ou plusieurs vétérinaires pour assurer l'inspection « sanitaire » de l'abattoir ou des tueries. En confiant l'inspection de la salubrité des viandes à la même personne, le budget communal, de ce fait, se trouvera allégé du traitement d'un second fonctionnaire.

Et puis, une simple question de bon sens, rappelée au besoin par les services compétents de la préfecture, interdira à la plupart des maires de nommer des personnes ne présentant ni la compétence, ni les garanties morales d'un vétérinaire sanitaire.

Pour toutes ces raisons, une situation de fait s'est établie : l'inspection de salubrité des viandes et l'inspection sanitaire, dans les abattoirs publics comme dans les tueries particulières, sont confiées à des vétérinaires.

4^o Nomination et révocation du vétérinaire-inspecteur.

L'article 88 de la loi du 5 avril 1884 fixe le mode de nomination des employés municipaux.

Art. 88. — Le maire nomme à tous les emplois communaux pour lesquels les lois, décrets et ordonnances actuellement en vigueur ne fixent pas un droit spécial de no-

mination. Il suspend et révoque le titulaire de ces emplois. Il peut faire assermenter et commissionner les agents nommés par lui, mais à la condition qu'ils soient agréés par le préfet ou le sous-préfet.

Aucune erreur possible dans l'interprétation de ce texte. Le vétérinaire-inspecteur sera nommé et révoqué par le Maire. La nomination pourra être précédée d'un concours ou être faite sans examen préalable, le vétérinaire sera dans la même situation que les employés de mairie — situation qui est rien moins que stable.

Le vétérinaire-inspecteur nommé par le maire, est agréé par le préfet (loi du 30 décembre 1903, article 26 et décret du 9 juin 1913, article 10). L'agrément préfectoral exigé constitue l'investiture légale qui lui permet d'exercer le mandat sanitaire.

Lors d'une révocation imméritée, la victime est-elle complètement désarmée ?² Bien souvent les tribunaux ont dû sanctionner de pareilles décisions des maires et les déclarer parfaitement légales. Pourtant³, « il résulte bien de la jurisprudence inaugurée par l'arrêt du Conseil d'Etat du 15 février 1907 reconnaissant un droit à une indemnité basée que l'équité que le maire ne peut plus révoquer sans raison de faute de service et sans préavis, un fonctionnaire municipal sans lui donner une indemnité raisonnable. Si le vétérinaire inspecteur ou directeur d'abattoir a été nommé régulièrement,

1. Conte, *Revue générale*, 1923, p. 144.

2. C. M. *Presse Vétérinaire*, 1912, p. 415.

3. Galtier, *Recueil d'Alfort*, 1897, p. 253 et *Recueil d'Alfort*, 1899, p. 688.

- il a droit à une indemnité s'il est remercié sans motif, soit par suite de suppression d'emploi, soit pour donner sa place à une collègue acceptant un traitement moindre et cela qu'il soit rétribué par vacations ou autrement : le mode de paiement ne changeant pas la nature des relations de la commune avec les vétérinaires.

« Le vétérinaire municipal peut aussi, le cas échéant, provoquer l'annulation de la mesure qui le relève de ses fonctions si, contrairement aux dispositions de l'article 65 de la loi du 22 avril 1905, il n'a pas été mis à même de réclamer la « communication de son dossier » (décision du Conseil d'Etat, 20 juin 1913) (Dr Moreau).

Enfin, le versement que l'inspecteur a pu faire à la caisse des retraites des employés municipaux est un élément de stabilité car, en l'absence de faute lourde de sa part, la révocation entraîne le remboursement des sommes versées (Leclerc).

En tout cas, cette situation délicate du vétérinaire inspecteur ne changera que le jour où ce fonctionnaire échappera plus ou moins directement à la toute puissance de l'autorité municipale¹.

La loi du 23 octobre 1919 met toutefois dans une certaine mesure, les fonctionnaires municipaux à l'abri de la fâcheuse politique électorale².

1. Garnier, *Presse vétérinaire*, 1903.

2. Chicon, *Revue des Abattoirs*, 1926, p.

5° Traitement du vétérinaire-inspecteur

Dans les villes possédant un abattoir, le traitement du vétérinaire-inspecteur entre dans l'ensemble des dépenses qui doivent être couvertes par la taxe établie en exécution des lois du 8 janvier 1905 et 8 janvier 1921.

A ce propos, au point de vue juridique, une seule question se pose. Les taxes d'abatage peuvent-elles constituer une source de revenus pour les villes¹ ? Sous le régime du décret du 1^{er} août 1864, il était entendu que la réponse devait être négative. Par contre, la loi de finances du 10 avril 1910 a supprimé l'affectation spéciale des sus-dites taxes.

Dans ces conditions le vétérinaire-inspecteur de l'abattoir ne peut se baser, pour réclamer un traitement donné, sur le fait que la taxe d'abatage fournit une somme supérieure, non seulement à celle qui est nécessaire pour entretenir l'établissement et amortir le capital dépensé pour le construire mais encore à celle qui correspond à la gestion et au paiement des employés².

Le vétérinaire-inspecteur peut acquérir un droit à la retraite en faisant les versements ordinaires (5 %) à la caisse des retraites des employés municipaux.

Pour les petites communes, à cause du nombre restreint de bêtes abattues, la situation n'est pas la même. Non seulement le service d'inspection ne leur laisse aucun bénéfice,

1. Chicon, *Revue vétérinaire*, 1924 p. 542.

2. Voir arrêt du Conseil d'Etat, 27 mai 1925 (*Eveil Vétérinaire*, 10 mai 1926).

mais encore certaines localités inscrivent à leur budget une somme plus ou moins forte destinée à compléter le produit de la taxe d'abatage pour assurer un traitement suffisant au vétérinaire-inspecteur et au préposé.

Dans tous les cas, cette question du traitement du vétérinaire-inspecteur devrait être résolue, non pas en vertu de textes que nous savons inexistants, mais d'après une simple règle de bon sens, disons plus, d'honnêteté.

Les municipalités ont le souci de ne pas gaspiller l'argent des contribuables et c'est parfait. Mais, par ailleurs, elles ont le devoir de défendre la santé publique, de veiller à ce qu'une inspection de salubrité des viandes existe autrement que sur le papier. Dans ces conditions, il est bien évident qu'elles ne peuvent demander un service suivi, sérieux, efficace, au vétérinaire que si le traitement de ce dernier est en rapport avec ses connaissances techniques, ses études antérieures, et la responsabilité qu'il encourt.

D'autre part, qu'il s'agisse de praticiens faisant de l'inspection de façon discontinue ou de spécialistes, les vétérinaires ne devront jamais oublier les règles de la déontologie.

Parfois les municipalités ont mis le service aux enchères... au rabais. Comme le dit si bien Rennes¹ « cette conception avilissante du rôle de l'inspecteur est deux fois critiquable; d'abord parce qu'elle est contraire à la dignité professionnelle la plus élémentaire; ensuite parce qu'elle est contraire au bon fonctionnement du service. »

1. Rennes, *Guide pratique de police sanitaire*, p. 177.

6° Rôle de l'agent du service sanitaire

La conduite de l'inspecteur est variable suivant qu'il se trouve en présence d'une bête déjà placée sous la surveillance du service sanitaire ou, au contraire d'un animal supposé sain jusqu'alors et que l'examen révèle atteint d'une maladie contagieuse prévue par la loi.

Dans le premier cas, le vétérinaire assiste à l'abatage du sujet, constate s'il y a les lésions de la maladie, prend la décision que celles-ci comportent quant à l'utilisation de la viande. En cas de saisie partielle ou totale, il fait un rapport. Enfin il complète le laissez-passer qui accompagnait l'animal, et le retourne au maire de la commune d'origine.

Lorsqu'il découvre lui-même une maladie contagieuse sur un animal amené librement à l'abattoir, sa conduite est nettement dictée par l'article 101 du décret du 6 octobre 1904. Qu'il s'agisse d'un sujet mort ou vivant, il fait une enquête sur l'origine du malade, puis fait la déclaration de ses constatations au maire de la commune et à la préfecture (Direction des Services Vétérinaires).

Quant à l'utilisation de la viande et des dépouilles du sujet, il procédera conformément aux prescriptions de la loi sanitaire à chaque maladie.

7° Rapports du vétérinaire-inspecteur

avec l'administration préfectorale.

Si le vétérinaire-inspecteur, en tant qu'agent du service sanitaire, se trouve être en rapport avec le directeur du

service vétérinaire, il n'en reste pas moins relativement en dehors de sa surveillance en ce qui concerne la direction de l'abattoir. Les attributions du vétérinaire départemental sont précisées par le décret du 3 mai 1923 sur l'organisation des services vétérinaires départementaux.

Art. 5. — Le directeur des services vétérinaires tient le ministre de l'Agriculture et le préfet au courant de tout ce qui concerne l'hygiène..., ainsi que l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale.

En ce qui concerne l'application des lois et règlements sur la police sanitaire, le directeur des services vétérinaires dirige et contrôle l'action des vétérinaires-sanitaires et vétérinaires-inspecteurs des foires et marchés, des abattoirs publics, privés et industriels et des ateliers d'équarrissage.

En ce qui concerne l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale il exerce un contrôle permanent sur le fonctionnement des services municipaux et propose au préfet les mesures nécessaires pour assurer l'application des lois et règlements relatifs à la salubrité et à la répression des fraudes dans le commerce de ces denrées.

Art. 11. — ... les vétérinaires inspecteurs des foires et marchés, des abattoirs et des ateliers d'équarrissage sont placés sous l'autorité des inspecteurs généraux des services vétérinaires.

D'autre part, « le vétérinaire départemental est évidemment qualifié pour le contrôle en ce qui concerne les abattoirs publics, les abattoirs industriels, les tueries comme

établissements classés. (Circularaire du 3 juin 1919, relative à la désignation des vétérinaires départementaux comme inspecteurs des établissements classés).

8° Rapports avec le directeur du bureau d'hygiène.

La loi du 15 février 1902 a créé, dans les villes de 20.000 habitants et au-dessus un bureau municipal d'hygiène dont la circulaire ministérielle du 23 mars 1906 a défini les attributions. Elle sont obligatoires ou facultatives. Parmi ces dernières se trouvent la surveillance des abattoirs, halles et marchés, l'inspection des viandes foraines, la police sanitaire des animaux.

La circulaire du 23 mars 1906 a donc singulièrement élargi la portée de la loi du 15 février 1902 qui ne vise ni les abattoirs, ni l'inspection des viandes.

En réalité, cette circulaire ministérielle n'a que la valeur d'un avis aux préfets. Elle a sans doute étendu les attributions du bureau d'hygiène parce que l'inspection des viandes qui relevait alors uniquement de l'initiative et de l'autorité municipale (art. 97 de la loi du 5 avril 1884), souffrait le plus souvent d'un manque d'organisation. « Postérieurement à cette circulaire, la loi du 12 janvier 1909, complétée par des décrets plusieurs fois revisés, dont le dernier en date est du 3 mai 1923, a réorganisé les services vétérinaires de l'Etat, des départements et des communes et a placé sous le contrôle et la direction techniques des Directeurs départementaux

des Services Vétérinaires le fonctionnement des services municipaux d'inspection des denrées alimentaires d'origine animale, de même que l'exécution des lois et règlements concernant la police sanitaire des animaux. Celle-ci, nous devons le rappeler, relève exclusivement du diplôme de vétérinaire (art. 40 de la loi du 21 juin 1898).

En conséquence, l'immixtion du Directeur du bureau d'hygiène dans le service vétérinaire municipal et son interposition entre le vétérinaire-inspecteur et le directeur départemental des services vétérinaires, en ferait un subordonné de ce dernier. De plus, cette façon de faire ne peut être qu'une cause de retards ou de conflits fâcheux dans l'exécution d'un service qui doit faire diligence.

Au surplus, un décret du 22 janvier 1919 concernant l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans le commerce des denrées alimentaires, habilite à cet effet les vétérinaires municipaux en tant qu'inspecteurs des halles, foires, marchés et abattoirs, et non les directeurs du bureau d'hygiène. La répression des fraudes sur les denrées alimentaires n'est qu'un cas particulier de l'inspection de ces denrées qui peut être aussi bien préventive que répressive ».

Si l'on se rappelle que l'inspection des denrées alimentaires est seulement enseignée dans les écoles vétérinaires, on doit conclure, avec le Dr Moreau, que pour éviter des

conflits qui tourneraient à la confusion du bureau d'hygiène incompetent, l'autorité municipale doit laisser au médecin les attributions que lui confère la loi de 1902 et au vétérinaire le soin de son service d'inspection des viandes, les deux services pouvant et devant fonctionner parallèlement. C'est ce qui existe en fait dans la presque totalité des villes de France.

9° Rapports du vétérinaire-inspecteur avec l'autorité municipale.

Les rapports de l'inspecteur avec l'autorité municipale se résument bien souvent dans les relations qu'il entretient avec le maire lui-même. Celles-ci sont parfois cordiales, mais à défaut de cordialité, elles ne doivent jamais manquer de courtoisie.

Très souvent, quand des questions de personne n'interviennent pas, le maire est tout disposé à vivre en bons termes avec le service d'inspection. Celui-ci décharge la municipalité d'une grosse responsabilité aux yeux du public et la quiétude de l'administration locale serait parfaite sans les petits heurts qui naissent fatalement entre deux personnalités en présence, l'une dépendant de l'autre.

Notons que les rapports avec le maire dépendront souvent de ceux que le vétérinaire aura avec la boucherie.

En dehors de ces principes généraux, quelques points particuliers retiendront notre attention.

a) *Situation administrative du vétérinaire-inspecteur.*

Une question se pose : le vétérinaire-inspecteur est-il fonctionnaire? Elle a un gros intérêt au point de vue pratique dans bien des circonstances.

Par exemple, le vétérinaire municipal, s'il a la qualité de fonctionnaire est protégé contre les outrages par paroles, gestes ou menaces dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions (art. 224 du Code pénal).

S'il ne paraissait pas douteux que le vétérinaire chargé de façon exclusive de l'inspection d'un abattoir soit un fonctionnaire, la solution était moins certaine pour les praticiens qui font de l'inspection des viandes une partie seulement de leur exercice professionnel.

Fort heureusement, la jurisprudence permet aujourd'hui de répondre de façon nette et affirmative à la question posée. (Cour de Cassation, arrêt du 5 décembre 1911; Conseil d'Etat, arrêt du 20 juin 1913). « D'autres arrêts ont suivi et la jurisprudence s'est fixée dans ce sens que le vétérinaire chargé par arrêté d'inspecter des foires et marchés, abattoirs et tueries particulières, est un fonctionnaire municipal » (Chicon).

b) *Le vétérinaire inspecteur est-il éligible?*

Nul doute que la simple prudence conseille au vétérinaire de s'abstenir de faire de la politique et que l'idéal pour lui serait d'ignorer les partis. Mais l'homme bien souvent man-

que de sagesse. Certains d'entre nous feront malgré tout de la politique. Sont-ils éligibles?

L'article 33 de la loi du 5 avril 1884 énumère un certain nombre de fonctionnaires et d'entrepreneurs qui sont inéligibles à raison de l'autorité qu'ils exercent ou de leur état de dépendance vis-à-vis du Conseil municipal. Les agents nommés par le maire et rémunérés par la commune sont dans ce cas. Par contre sont éligibles les citoyens exerçant une profession indépendante, mais recevant une indemnité de la commune pour les services qu'ils lui rendent.

Dans l'interprétation de ces textes, la jurisprudence a une unité assez marquée pour qu'on puisse fixer la situation du vétérinaire inspecteur. Si ce dernier est spécialisé dans ses fonctions, reçoit un traitement de la ville et est astreint à ne pas faire de clientèle, il doit être considéré comme salarié de la commune et déclaré inéligible. Par contre, il n'y a pas incompatibilité entre le mandat de vétérinaire-inspecteur des abattoirs et celui de conseiller municipal, si le praticien faisant de la clientèle ne touche qu'une indemnité pour les services rendus à la commune.

Ces considérations ne s'appliquent qu'à l'éligibilité au Conseil municipal. Quant à l'éligibilité au Conseil général, elle est réglée par la loi du 10 août 1871 qui exclut « tous les agents salariés et subventionnés sur les fonds départementaux ». Depuis, la loi du 8 juillet 1901 précise que « ne sont pas considérés comme salariés et compris dans les cas spécifiés au paragraphe précédent, les médecins chargés dans

leur canton ou dans les cantons voisins, des services de la protection de l'enfance, non plus que des services des épidémies... » et que la « même exception s'applique aux vétérinaires chargés, dans les mêmes conditions, du service des épizooties¹ ».

c) *Congés et vacances.*

Le principe des jours fériés et des périodes de vacances, légal en ce qui concerne le repos hebdomadaire, est admis également par toutes les administrations quant au congé annuel sans retenue de salaire.

Ce droit ne saurait être valablement contesté au vétérinaire-inspecteur, mais, dans bien des circonstances, la mise en pratique peut présenter des difficultés.

Pour le repos hebdomadaire, l'application en est relativement facile puisque les patrons bouchers sont tenus par la loi d'accorder ce jour de congé à leurs employés. Il ne pourrait donc y avoir de difficultés que si un patron 'émettait la prétention de tuer seul en l'absence de ses aides — prétention dont le mauvais esprit est trop évident pour avoir des chances d'être admises.

Il n'en va plus de même pour le congé régulier ou de maladie. Si plusieurs vétérinaires sont à l'abattoir d'une ville, le départ de l'un d'eux ne nuira pas à la marche du service

1. Lucet, *Recueil d'Alfort*, 1409, p. 177.
Laquerrière, *Repertoire de police sanitaire*, 15 avril 1905.
X. *Bueil vétérinaire*, 25 octobre 1925.

si les autres inspecteurs consentent à un surcroît de travail temporaire. Par contre, si l'inspection est faite par un seul vétérinaire, il sera tout indiqué que ce fonctionnaire se fasse suppléer par un confrère résidant dans la même localité. Cette solution est certainement préférable à celle qui consiste à confier le service au préposé.

Enfin, dans les communes où le vétérinaire municipal fait en même temps de la clientèle, la solution du problème est toute trouvée puisque aucun praticien ne s'absente guère sans prendre un remplaçant : ce dernier assurera le service de l'abattoir comme celui de la clientèle.

Dans tous les cas, l'inspecteur prévendra le maire de son départ et fera savoir qui le remplace.

d) *Le vétérinaire est le conseiller du maire.*

Très souvent, le vétérinaire trouve beaucoup de bonne volonté chez le premier magistrat de la commune.

D'une façon générale, c'est surtout la classe ouvrière qui bénéficie du service d'inspection. Elle constitue en effet la clientèle des étaux de basse boucherie, en raison des prix moins élevés qui y sont pratiqués. C'est elle qui achète les saucissons « bon marché » fabriqués... Dieu sait avec quels produits. Aussi, est-ce dans les villes dont la municipalité s'intéresse plus particulièrement à la classe pauvre que l'organisation du service se fait avec plus de facilités.

Parfois, le maire, par tactique électorale à l'égard des bouchers, affecte de croire à l'inutilité de l'inspection. Il y

a bien plus souvent ignorance de sa part que parti pris et quelques petites causeries faites sur le ton amical suffiront à remettre les choses au point.

Par contre, le maire est généralement incompétent pour toutes les décisions à prendre en ce qui concerne l'organisation des abattoirs et de l'inspection.

Pour la construction d'un abattoir ou la transformation d'un ancien établissement, l'autorité municipale peut recueillir des conseils auprès d'architectes ou de bouchers. Ces conseils ne sont pas toujours désintéressés ou suffisamment éclairés. Il sera du devoir du vétérinaire d'intervenir afin de faire profiter la commune des améliorations réalisées ailleurs dans l'aménagement des abattoirs modernes. Certaines innovations n'auront guère l'approbation des bouchers, d'autres au contraire seront bien accueillies, telles que l'installation de machines supplantant au manque de personnel.

En général, les conseils donnés par le vétérinaire seront suivis car le maire et les conseillers municipaux sentiront le parfait désintéressement de celui qui les donne. Ils reconnaîtront également sa compétence pour le peu qu'il se donne la peine de se documenter dans les ouvrages spéciaux et surtout qu'il ait visité des abattoirs modernes.

Ensuite, il faut un règlement à cet établissement. Nul autre que le vétérinaire n'est capable de l'établir.

Le vétérinaire est parfois appelé à donner son avis sur l'op-

1. Voir Aureggio, *Presse Vétérinaire*, 1907, p. 399. et Dr Moreau, *Bulletin de la Société vétérinaire pratique*, 1924, p. 140.

portunité de taxer le prix de la viande. Les communes, à ce point de vue, ont toute liberté. Les bouchers en général n'aiment pas cette taxation, car elle n'existe pas toujours dans les communes voisines, et vraiment cette inégalité est vexante. En général, l'inspection des viandes est facilement acceptée par les bouchers honnêtes et combattue par les autres. Pour la taxation des prix, le contraire se produit, car le fricoteur vendra toujours au-dessous des cours des viandes « à la limite ». La conséquence habituelle d'une taxation trop étroite est la raréfaction de la viande de qualité supérieure et la disparition des morceaux de choix. Si les circonstances — motifs politiques par exemple — obligent malgré tout à taxer les prix de vente, le vétérinaire agira sagement, et ménagera les deux partis, en conseillant de laisser la vente libre pour les morceaux de choix qui n'ont pas l'habitude de s'égarer sur la table des nécessiteux dont on désire sauvegarder les intérêts. D'autre part, la taxation ne peut porter que sur la viande de boucherie, à l'exclusion des produits de charcuterie et des salaisons¹.

Malgré l'intérêt qu'il doit porter au consommateur, le vétérinaire conseiller du maire devra ne pas oublier la fragilité des bases légales de l'inspection de salubrité et ne pas faire prendre des mesures qui pourraient paraître arbitraires. En effet, les bouchers ont le droit d'attaquer devant la juridiction administrative les arrêtés et décisions pris par le maire,

1. Chiéron, *Recueil d'Alfort*, 1924, p. 479.

et qui leur paraissent constituer un abus. D'ailleurs, tout arrêté municipal relatif à l'inspection sanitaire des tueries ou à l'inspection de salubrité des viandes doit être soumis à l'examen du Préfet. A ce sujet, Conte prétend que nos règlements doivent avoir l'approbation de la Commission sanitaire et du Conseil départemental d'hygiène. Nous estimons qu'il n'en est rien. La loi du 5 février 1902 stipule bien que es règlements sanitaires doivent être soumis à cette Commission, mais il ne peut s'agir que des règlements sanitaires pris en vertu de cette loi qui ne vise nullement l'inspectoin des viandes. Notre service est régi uniquement par l'art. 97 de la loi du 5 avril 1884. Cette théorie est confirmée par un arrêt de la Cour de cassation en daté du 13 février 1926. D'après celui-ci, le maire puise dans l'article 97 de la loi du 5 avril 1884 le droit d'interdire, par mesure de salubrité publique, l'élevage dans l'intérieur des agglomérations des animaux de basse-cour, et l'arrêté municipal pris en vertu de ce texte doit être appliqué sans qu'il soit justifié de l'accomplissement des formalités exigées par l'article 3 de la loi du 15 février 1902. (*L'Action Communale*, 17 octobre 1926).

10° Rapport du vétérinaire-inspecteur avec les bouchers et propriétaires d'animaux.

Si le rôle du vétérinaire-inspecteur est parfois délicat vis-à-vis du maire et de la municipalité, il l'est également, quoique de façon différente, dans ses relations forcées avec les bouchers ou les propriétaires d'animaux.

Dans ces circonstances, le vétérinaire agit et parle parfois en technicien, d'autres fois en administrateur, en directeur d'un établissement dont il doit assurer la bonne marche.

a) *Le vétérinaire dans son rôle d'inspecteur.*

Il va sans dire que le vétérinaire doit connaître à fond la technique de l'inspection des viandes, j'entends par là le tour de main, les petits trucs du métier autant que les connaissances scientifiques. Le boucher sait très bien et très vite juger — comme tout client un peu éclairé sait apprécier le praticien. Il verra bien s'il procède avec méthode, sans hésitation, et surtout avec la même rigueur en toutes circonstances. Dans le cas contraire, si quelques saisies lui paraissent abusives, il se renseignera auprès de ses collègues, particulièrement auprès de ceux de la Villette. Cela avec raison car la Villette et les Halles ne sont-elles pas par excellence l'école des inspecteurs des viandes? A ce point de vue, j'estime qu'un diplômé n'est pas plus apte à assurer le service d'un abattoir, qu'à faire de la clientèle, un stage lui est nécessaire, disons plus : indispensable.

Le vétérinaire, lors de ses débuts dans une ville, doit s'attacher d'abord à connaître les habitudes locales et régionales, entre autres la coupe des viandes.

Il doit étudier le milieu dans lequel il est appelé à évoluer, sa mentalité, ses qualités comme ses défauts. D'autre part, il se fera connaître lui-même et apprécier. Pour tout

cela, il lui faut de la prudence, une humeur égale, un esprit conciliant, de l'amabilité avec une certaine réserve. Il doit expliquer le pourquoi des saisies qu'il pratique. Un boucher ne devine pas la raison pour laquelle on l'empêche de donner aux chiens un foie echinococcique, mais souvent il le comprend et l'admet.

A un autre point de vue, une question assez délicate s'est posée pour savoir si des visites demandées en dehors des heures de service réglementaires devaient être faites à titre gratuit ou rétribuées par le boucher qui a provoqué le déplacement de l'inspecteur. Cela se présente assez souvent lorsque ce dernier est un praticien qui n'a guère de loisirs et de temps à mettre à la disposition des usagers de l'abattoir. Une telle rétribution peut faire penser qu'elle enlève au vétérinaire un peu de son indépendance, mais on ne peut la juger comme un acte illicite¹.

Dans les villes où le service fonctionne régulièrement, la plupart des bouchers acceptent l'inspection, et même s'opposeraient à sa suppression, si elle était envisagée. Ces commerçants, très généralement honnêtes, considèrent le service comme une sauvegarde aux yeux de leurs clients. N'a-t-on pas vu, à Paris, les marchands d'œufs réclamer eux-mêmes une inspection de leurs produits? Dans le cas contraire, on

1. *Presse Vétérinaire*, 1907, p. 116.

Moreau (*Abattoir moderne*), p. 703 conseille de verser les taxes pour visites exceptionnelles à la caisse municipale. « Une partie de cette recette serait, en fin d'année, attribuée au vétérinaire comme indemnité de déplacement ». Ce procédé évite de faire salarier un fonctionnaire chargé d'un contrôle public par la personne même qui doit être contrôlée.

pourrait craindre que les usagers des abattoirs n'interviennent auprès du maire en faisant ressortir leur qualité (?) d'électeur influent. Cela peut se produire, mais alors le vétérinaire-inspecteur peut faire appel au jugement du public, donc du consommateur, par l'intermédiaire de la presse.

Mais, nous le répétons, il s'agit là de cas exceptionnels.

Bien plus souvent, le vétérinaire est accepté s'il agit comme il doit. Pour cela — et ceci est surtout vrai pour les spécialistes — il lui faut aimer sa profession, s'y donner entièrement et s'intéresser à toutes les questions qui touchent à la boucherie.

S'il sait s'imposer, il aura un beau rôle d'éducateur à jouer auprès des bouchers. Il pourra les guider dans l'exécution de leur travail, et surtout dans le traitement des sous-produits. Dans la boucherie, comme partout ailleurs, la crise du personnel se fait sentir; aussi, l'influence du vétérinaire sera jugée très favorablement si elle aboutit à transformer les méthodes de travail et à diminuer la main-d'œuvre.

Toutes ces questions seront utilement étudiées avec les syndicats, que l'on aurait tort de méconnaître. Le commerce de la boucherie, dans l'ensemble, est exercé par des gens dont le niveau s'élève graduellement. Ils ont fondé de puissantes associations avec lesquelles il est indiqué d'avoir des rapports, car elles peuvent aussi bien nous aider que nous gêner. Certes, il existe encore des bouchers marrons, des charognards, mais ils sont rares et les syndicats aideront à les dépister, car c'est leur intérêt. Ils sont en effet des concur-

rents terribles pour les bouchers honnêtes. Ils ne paient pas de taxes et achètent très bon marché — quand ils paient — des viandes qu'ils écouleront à un prix inférieur. Ces fricoteurs font leur « travail » en dehors des abattoirs publics, parfois dans des tueries particulières, et introduisent leurs produits dans la commune, sous la forme de viandes foraines.

A cause de ces gens malhonnêtes, l'inspecteur d'abattoir, évitera autant que possible de refouler des animaux après examen sur pied; ces bêtes seraient dirigées aussitôt sur des tueries clandestines et seraient ensuite livrées au public.

Tueries particulières de la campagne et viandes foraines introduites en ville, quel défi à l'égard des commerçants consciencieux soumis à une surveillance qu'ils reconnaissent utile, et quelle source de difficultés pour le vétérinaire inspecteur, quels risques pour la santé publique !

Dans les campagnes, l'organisation du service étant plus récente, les bouchers acceptent moins facilement le contrôle. Souvent, ils sont peu enclins à ouvrir leurs portes à l'inspecteur, à accepter une surveillance qu'ils jugent vexante, inutile et... coûteuse. Quand ils veulent y échapper, ils font d'abord étalage de leurs bons sentiments et, pour gagner la confiance de l'inspecteur, n'hésitent pas à affirmer qu'ils prennent toute la responsabilité pour eux. Naturellement, cette déclaration ne les engage en rien et il faudrait une grande naïveté pour s'y laisser prendre. Et puis, si le praticien considère l'un d'eux comme honnête et lui fait confiance;

il fait naître la tentation chez les autres. D'ailleurs, un boucher n'est pas vétérinaire et ne sait pas découvrir des lésions légères ou même étendues. Il n'en connaît pas l'importance pour la santé du consommateur. Je me souviens d'un charcutier de V... devant qui je saisisais un porc atteint de tuberculose ganglionnaire et osseuse, et qui déclarait de bonne foi, à ses collègues de Tours, ne pas comprendre mon intervention.

C'est dire que l'inspection devrait être faite en campagne de façon aussi sérieuse qu'en ville. Malgré cela, il faudra certainement beaucoup de temps et de doigté pour changer l'état de choses actuel, si une loi n'intervient pas. Et pourtant tout le monde sait que la surveillance des tueries particulières est loin d'être suffisante.

En dehors des dangers que cette situation fait courir au consommateur, il y a une injustice flagrante si l'on compare les obligations imposées au boucher de la ville et la liberté presque complète laissée à ceux des villages. Pour cette raison le premier réclame la généralisation du service. Il y a là, également, une question de frais généraux. Au point de vue des bouchers de la ville, si l'inspection est inexistante en campagne, le boucher marron peut utiliser sur place tout ce qui devrait être saisi, et cela diminue d'autant le prix de revient de sa marchandise. Les commerçants sont habiles à établir ces comparaisons.

Le producteur lui-même, s'il fait commerce de viandes, devrait subir l'inspection et supporter les mêmes taxes.

De toute évidence, ces gains illicites facilitent le « commerce » des charognards, et il est vraiment pénible d'avoir à répéter de telles vérités.

Quoi qu'il en soit, à l'heure actuelle, l'inspection des viandes est caractérisée par une sévérité de bon aloi à l'abattoir et par une liberté quasi totale dans les tueries particulières. C'est un encouragement à tuer en dehors des abattoirs, une véritable prime à la fraude.

Le vétérinaire municipal devra lutter contre cet état de choses, mais ses moyens sont faibles. Il fera prendre par le maire des dispositions aussi strictes que possible pour assurer une inspection efficace des viandes foraines...

Nous avons dit que les bouchers qui, naturellement, défendent leurs intérêts, ont tendance à s'informer auprès de leurs collègues d'autres villes de la légitimité des saisies faites par le vétérinaire. Et ceci nous amène à parler de la réglementation des motifs de saisie. Une telle codification serait l'idéal... si elle était réalisable!. De toute évidence, il n'est pas possible de fixer dans un règlement la conduite à tenir par le vétérinaire dans tous les cas qui peuvent se présenter. Par contre, il serait souhaitable que tous les inspecteurs agissent avec la même sévérité, ou la même tolérance. Pour cela, il faudrait s'inspirer des mêmes méthodes,

1. Pour et contre la réglementation des motifs de saisie, voir :

Pion, *Bulletin de la Société Centrale*, 1899, p. 176.

Moulé, *Bulletin de la Société Centrale*, 1899, p. 189.

Trasbot, *Bulletin de la Société Centrale*, 1899, p. 211.

Huon, *Bulletin de la Société Centrale*, 1901, p. 370.

Mandres, *Bulletin du Syndicat National des Vétérinaires*, 1925, n° 2, p. 1.

avoir la même formation technique, sortir de la même école. Et là encore, nous voyons l'utilité d'un stage préparatoire à la Villette et aux Halles.

Cette façon de faire éviterait bien des contre-expertises qui tournent parfois à la confusion du vétérinaire inspecteur.

Car nous ne devons pas oublier que si les bouchers reconnaissent généralement l'utilité de l'inspection, ils défendent âprement leurs intérêts. En cas de saisie, qui subira la perte, le boucher ou la personne qui lui a vendu la bête? C'est alors que le vétérinaire doit posséder sa jurisprudence pour donner des conseils dans les cas litigieux¹. En prévision de ceux-ci, il prendra d'abord toutes les dispositions utiles en ce qui concerne les droits du vendeur : mesures pour l'identification des cadavres, pour les délais dans la dénaturation des viandes et dans leur enlèvement, et en vue de la possibilité d'une contre-expertise. En ce qui concerne les formalités d'identification et de dénaturation des cadavres, les circulaires ministérielles des 27 juillet 1897² et 4 juillet 1905, ne s'appliquent qu'à la tuberculose. Pour les autres motifs de saisie le règlement de l'abattoir prévoit généralement des délais, mais on ne saurait dire qu'ils sont parfaitement légaux.

Par ailleurs, il sauvegardera les intérêts du producteur en établissant des certificats ne prêtant à aucune confusion, voir à aucun « maquillage »³.

1. Cozette, *Recueil d'Alfort*, 1924, p. 101 (de la garantie au sujet des animaux vendus pour la boucherie).

2. Soulié, *Journal de Médecine vétérinaire*, 1904, p. 17.

3. Léger-Langevin, *Recueil d'Alfort*, 1924, p. 216.

Il pourra se souvenir également qu'au point de vue légal, si l'autorité municipale a le devoir de s'assurer que les viandes reconnues insalubres sont écartées de la consommation elle ne peut, sauf consentement du propriétaire intéressé, disposer librement de ces viandes qui ne lui appartiennent pas (Chicon)¹.

Les bouchers, en cas de saisie, ont le droit de demander une expertise judiciaire, s'ils croient à une erreur ou à une trop grande sévérité de l'inspecteur. La contre-expertise sera toujours permise si la nomination d'experts est demandée à la justice. Par ailleurs, les intéressés peuvent rechercher l'avis d'un vétérinaire étranger à l'abattoir, mais alors, l'administration a le droit de ne pas accepter la décision de leur conseiller (Galtier).

Quand des viandes sont saisies par un inspecteur non-assermenté, la décision de celui-ci est régulière puisqu'il agit en vertu d'une délégation de l'autorité municipale, mais en cas de contestation, ses procès-verbaux n'auront pas la valeur qui s'attache à un document officiel. (Gallier)².

Dans tous ces cas, en agissant équitablement, le rôle du vétérinaire-inspecteur spécialiste sera sans grande difficulté. Il n'en va pas de même pour le praticien, qui doit entendre les récriminations du boucher, d'une part, et d'autre part celles du vendeur qui est son client. Ce sont là ennuis de métier dont la conscience professionnelle permet de triompher.

1. Chicon, *Bulletin de la Société Centrale*, 1925, p. 38.

2. Gallier, *Revue d'Alfort*, 1908, p. 359.

b) *Le vétérinaire dans son rôle de directeur.*

Les raisons qui portent la municipalité à confier à la même personne l'inspection sanitaire et la surveillance de salubrité des viandes, font que presque toujours, dans les abattoirs importants, le vétérinaire inspecteur est également nommé directeur de l'établissement.

Dans celui-ci, comme partout où il y a vie en commun, il faut un règlement. Le directeur, après avoir conseillé le maire pour l'établissement de ce code, a pour mission de le faire respecter. Nous avons vu que ce document doit préciser les droits et devoirs de chacun, édicter des mesures d'ordre, de police, d'hygiène, etc. Il doit être parfaitement étudié, et tout ce qui est imposé aux bouchers doit être justifié. Les mesures ne doivent pas être prises uniquement pour donner toutes facilités au directeur sans se soucier des usagers de l'abattoir! ou inversement.

Dans l'application de ce règlement, le directeur s'inspirera des mêmes principes. L'abattoir est fait d'abord pour les bouchers. On leur impose une gêne, celle d'abattre au lieu fixé; elle est nécessaire, cela n'est pas douteux, mais, sans que le service en souffre rendons la aussi légère que possible. A l'abattoir, comme ailleurs, le fonctionnaire doit remplir sa tâche avec bonne grâce, avec amabilité. Il y a la manière d'appliquer le règlement. Suivant ce qu'elle sera, les conflits

1. Conté, *Revue générale*, 1923, p. 149.

surgiront à chaque instant, ou au contraire, seront très rares. Pour notre compte, si nous n'avons aucune pitié pour les révoltés conscients, nous avons quelque indulgence pour celui qui, cinq minutes après, fait amende honorable.

Par ailleurs, le directeur, comme délégué du maire, veille à l'entretien du matériel et des bâtiments et signale ce qui lui semble défectueux.

11° Rapports du vétérinaire-inspecteur avec le personnel subalterne.

Si le vétérinaire-inspecteur, a priori, ne doit pas considérer les bouchers comme des ennemis, il doit d'autre part, jusqu'à preuve du contraire, voir en ses employés des collaborateurs. Parmi ces derniers, les contrôleurs ou préposés ont un rôle spécial relativement important. Ils ne remplacent pas, mais ils aident l'inspecteur dans l'exercice de ses fonctions, tant pour l'examen des animaux sur pied, qu'après l'abatage, pour l'estampillage. Le vétérinaire sera toujours bienveillant à l'égard de ces auxiliaires, s'ils s'en montrent dignes, et s'attachera à leur donner toute l'autorité possible vis-à-vis des bouchers. En effet, chez ceux qui acceptent l'inspecteur à contre-cœur, il y a toujours tendance à reporter sur un personnage de second plan, la haine qu'ils ont pour le principal¹. Par contre, le vétérinaire n'admettra pas que le préposé se pose en suppléant, et ne lui facilitera pas cette

1. Laquerrière, *Presse vétérinaire*, 1913, p. 108.

tendance en lui laissant accomplir une partie du service qu'il doit assurer lui-même.

Si la perception des taxes est faite par un des employés le directeur devra vérifier les livres et la caisse, et veiller à la régularité de ce service.

En tout cela il y a une question de mesure que le vétérinaire peut et doit régler d'autant plus facilement qu'il est chaque jour présent à l'abattoir et voit ses employés évoluer sous ses yeux.

Le rôle du préposé dans les communes ayant des tueries est certainement plus délicat. Plus qu'à la ville, il sera en but aux attaques des mauvais bouchers. Certains n'ont-ils pas eu la prétention d'interdire l'accès de leur tuerie à ces vérificateurs ! C'est dire que le vétérinaire praticien chargé de l'inspection doit chercher à donner le plus d'autorité possible à son aide. Il fera des visites aussi fréquentes que possible. Elles lui permettront par ailleurs de s'assurer que le préposé est honnête, qu'il ne fait pas cause commune avec des bouchers peu consciencieux, et que d'autre part il ne prend pas des décisions en dehors de sa compétence. Son action doit avant tout être une action de police : s'opposer aux abatages clandestins, aux sacrifices in-extremis (Rennes), veiller à l'exactitude des déclarations d'abatage, marquer les viandes visiblement saines, et demander le vétérinaire dans tous les cas douteux¹.

1. Rennes, *Revue générale*, 1913, t. I, p. 285.
Conte, *Revue générale*, 1923, p. 146.

12^o Responsabilité du vétérinaire-inspecteur.

En dehors de tous les petits ennuis inhérents à la fonction de vétérinaire-inspecteur, celui-ci peut être l'objet de poursuites de la part de ceux qui se jugent lésés par l'inspection.

La responsabilité en tant que vétérinaire sanitaire, dans ses rapports avec le service central et départemental, comme avec l'autorité municipale, est bien définie par les lois et règlements.

Par contre, l'inspecteur, comme tout fonctionnaire, est responsable civilement et parfois pénalement de ses fautes personnelles.

D'une façon générale, les « fautes de service » caractérisées par des omissions, des erreurs, non détachables du service, n'engagent que la responsabilité pécuniaire des administrations. Encore faut-il qu'il y ait faute lourde, et la preuve de cette faute incombe au demandeur.

La responsabilité civile de l'administration n'exclut pas celle de l'agent si une faute personnelle de ce dernier commise dans le service vient s'ajouter à la faute lourde de service. Cette dualité de faute peut donner lieu à deux actions, l'une devant le tribunal administratif¹, l'autre devant le tribunal de droit commun, sans qu'il puisse y avoir cumul

1. Gallier, *Récueil d'Alfort*, 1903, p. 33 et 1907, p. 577.
Conte, *Revue générale*, 1903, t. I, p. 172.

des réparations prononcées par les deux juridictions compétentes (Chicon).

La responsabilité pénale des vétérinaires fonctionnaires peut être engagée solidairement avec leur responsabilité civile. Il faut alors qu'il y ait faute lourde personnelle nettement caractérisée comme par exemple avoir méconnu l'existence du charbon sur une bête abattue, ou encore avoir laissé vendre sans l'avoir examinée la viande d'une vête malade dont il aura conseillé l'abatage¹.

A ce propos, des actions sont parfois intentées de façon déplorable. A la suite de cas pouvant être rapportés à des intoxications alimentaires, le public d'abord, et la municipalité ensuite sont portés à incriminer aussitôt le vétérinaire-inspecteur. Si, dans de rares circonstances celui-ci a bien commis une faute, le plus souvent il s'agit d'accidents causés par des viandes de bêtes abattues dans des communes où l'inspection est inexistante et surtout d'animaux sacrifiés in-extremis, clandestinement. Cette viande est introduite dans la ville subrepticement, la nuit, débitée en morceaux qui seront dissimulés parmi d'autres morceaux provenant de bêtes saines et dont on montre ostensiblement l'estampille. Pour se disculper le boucher soutiendra que la viande incriminée a été dûment visitée à l'abattoir, de façon à laisser supposer une faute de l'inspecteur. Il est d'autant plus difficile à ce dernier de prouver le contraire que,

1. Chicon, *Revue des Abattoirs*, 1925 p. 63.

bien souvent, on n'arrive pas à retrouver la trace de la bête qui a échappé à l'inspection et causé les accidents. Il en est de même lors d'intoxications occasionnées par des produits de charcuterie, des pâtés, etc.

Dans tous les cas, le tort causé à l'inspecteur est considérable, même si les poursuites se terminent par un non-lieu. Ces accidents professionnels ne deviendront impossibles que le jour où l'inspection sera généralisée et efficace.

CONCLUSIONS

L'exposé que nous venons de faire montre une fois de plus :

1° L'importance des fonctions du vétérinaire inspecteur.

2° Les difficultés avec lesquelles il est aux prises.

Il ressort de cet exposé qu'au point de vue de notre service, la législation actuelle, en France, est nettement insuffisante.

L'inspection des viandes, d'une part, et la situation de l'inspecteur, d'autre part, ne pourront être améliorées que le jour où le service échappera à l'autorité municipale pour devenir un service autonome.

Et il ne s'agit pas en la circonstance de favoriser une profession — la Vétérinaire — mais d'assurer d'une façon normale et efficace le fonctionnement d'un service qui revêt une très grosse importance puisqu'il intéresse au plus haut point la santé publique.

Vu, le Doyen,
H. ROGER.

Vu, le Président de la Thèse,
BALTHAZARD.

Vu, le Professeur,
G. PETIT.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- Conte.** — Police sanitaire des animaux, 1906.
Galtier. — Manuel d'inspection des abattoirs, 1904.
— Traité de législation commerciale et de médecine légale vétérinaires, 1897.
Moreau (Dr). — L'abattoir moderne, 1916.
Pautet. — Précis de l'inspection des viandes, 1892.
Rennes. — Traité de l'inspection des viandes de boucherie.
— Guide pratique de police sanitaire et d'hygiène, 1913.
— Rapport au Congrès National Vétérinaire, mars 1920.
Richard. — Lettre à M. le Maire de Rouen, 11 février 1925.
-

